

# L'école en quête d'efficacité

Le système scolaire français n'est pas si mauvais, quoi qu'en disent les classements internationaux. Mais il s'améliorerait beaucoup en rompant avec son élitisme.

C'est devenu un rituel des lamentations. En 2016 comme en 2013, les résultats de l'enquête Pisa sur les compétences des élèves de 15 ans ont mis en évidence, sans changement notable, deux traits majeurs du système scolaire français quand il est comparé à d'autres. D'une part, des performances globalement moyennes en sciences, mathématiques et français. D'autre part, une très forte corrélation entre ces performances et le milieu socio-économique des élèves, encore aggravée quand ils sont issus de l'immigration.

Dans un contexte de crispation scolaire, ce constat récurrent vient alimenter la vision souvent noire que l'on a d'une école française percluse d'inégalités de tous ordres. Le bilan qu'en

dresse le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco) dans un rapport rendu en septembre dernier est particulièrement accablant : inefficacité de l'éducation prioritaire, défaillance des services d'orientation, rendements inégaux des diplômés selon l'origine sociale... Le système scolaire français serait-il bon pour la poubelle ?

Un tel fatalisme ne paraît guère fondé. On peut rappeler, par exemple, que la France est l'un des rares pays à scolariser tous les enfants à partir de 3 ans. Ou encore que le nombre de sortants précoces (dits « décrocheurs ») ne cesse de baisser, et il est proportionnellement plus faible que dans de nombreux pays européens<sup>[1]</sup>. De même, dire, comme le fait le Cnesco, que l'école française « *aggrave les inégalités* » est trompeur :

que serait l'ampleur des inégalités si aucune action éducative collective n'était entreprise ?

Reste que l'école française pourrait aller beaucoup mieux. Certes, tout ne dépend pas d'elle. On sait en effet qu'au moment d'entrer à l'école, les enfants sont déjà inégaux dans leur capacité à apprendre. L'un des moyens de lutter contre cela est de généraliser les modes d'accueil collectifs. Ces derniers ont des effets favorables sur le langage, la communication et la confiance en soi ; ils préparent d'autant mieux aux apprentissages scolaires. Des efforts certains ont été faits pour augmenter les capacités d'accueil en crèche, mais ils ont été contrecarrés par la chute du taux de scolarisation à 2 ans (35 % en 1999, 11,5 % en 2015), si bien que la France a plutôt régressé sur ce plan au cours des dernières années.

## INVESTIR DANS L'ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

Les premières années d'école se déroulent par ailleurs dans des conditions assez médiocres. Le pré-élémentaire (école maternelle) et l'élémentaire sont sous-investis, d'où des classes très chargées (19,4 élèves par enseignant en 2014, contre 15,4 en moyenne dans les pays de l'OCDE). L'effet très positif

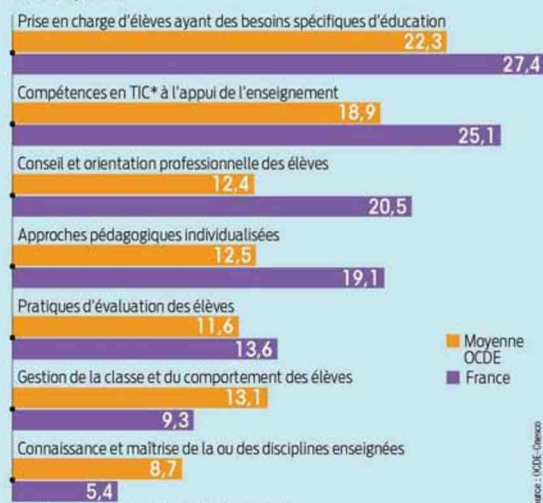
## UN MANQUE CRUEL DE FORMATION

**Disparition des IUFM, recrutement au niveau master, puis création des ESPE** : les dispositifs de formation initiale des enseignants ont une vie chaotique. Mais ils restent toujours insuffisants. Les comparaisons internationales montrent en effet que les professeurs français déclarent généralement bien maîtriser les contenus disciplinaires, mais être beaucoup moins bien préparés à la pédagogie.

Le constat est encore plus critique en ce qui concerne la formation continue, « *tellement réduite, qu'elle est dans un état incompatible avec un système éducatif développé* », selon le Conseil national d'évaluation du système scolaire (Cnesco). Par ailleurs, les enseignants n'ont aucune obligation de mettre à jour leurs compétences, contrairement à ce qui se passe dans de nombreux pays européens.

La formation est pourtant une dimension cruciale de la lutte contre les inégalités. Elle permettrait en particulier, selon le Cnesco, d'aider les enseignants à identifier les exigences implicites contenues dans certaines des tâches qu'ils assignent, supposées aller de soi alors qu'elles requerraient un apprentissage explicite. Ce qui, potentiellement, conduirait à de nouvelles manières de faire classe.

### ► Part des enseignants de collège déclarant avoir d'importants besoins de formation continue dans les domaines suivants en 2013, en %





**Lycée à Montataire (Oise).**  
La mixité sociale améliore les performances des plus défavorisés sans diminuer celles des bons élèves.

d'une réduction de la taille des classes à ces niveaux a pourtant été démontré.

A ce titre, la portée des politiques d'éducation prioritaires a été très faible jusqu'à présent. En 2015, selon le Cnesco, l'effectif moyen des classes de primaire était inférieur de seulement 1,4 élève en éducation prioritaire. L'enseignement y est par ailleurs de moins bonne qualité, en raison d'un temps d'apprentissage raccourci (problèmes de discipline, exclusion et absence des élèves, absentéisme des enseignants) et d'un recours accru à des enseignants contractuels sans formation pédagogique initiale. Certains appellent à octroyer une plus grande autonomie aux établissements en éducation prioritaire, en particulier sur le recrutement (et la rémunération) des enseignants, afin de leur permettre de constituer des équipes expérimentées et stables, éventuellement rassemblées autour d'un projet pédagogique spécifique. Il est certain que le mode d'affectation actuel, qui envoie dans les établissements les plus difficiles les enseignants novices, suscite un fort *turn-over* et est contre-productif.

### TROP DE PRÉJUGÉS, TROP PEU DE MIXITÉ SOCIALE

Dans le secondaire, on sait à quel point les mécanismes d'orientation sont générateurs d'inégalités. A notes égales, la probabilité d'accéder à une seconde générale ou technologique est ainsi deux fois plus importante pour un élève issu

de milieu favorisé que pour un élève issu de milieu défavorisé. Pour lutter contre ce phénomène, il faudrait agir contre les préjugés des enseignants, le manque d'information des parents, l'autocensure d'élèves qui « n'osent pas oser »...

Plus généralement, le climat scolaire dans le secondaire n'est guère favorable aux apprentissages. Les élèves français se montrent particulièrement anxieux, ils déclarent moins fréquemment que leurs homologues européens que les enseignants sont là pour les aider à progresser ou qu'ils se soucient de leur bien-être. Or, une bonne relation maître-élève, outre ses propres vertus, favorise les apprentissages.

Eviter les pratiques classantes (rendre les copies dans l'ordre des notes, demander « qui a fini ? », constituer des groupes de niveau) ou encore faire travailler en groupe des élèves de niveaux différents peuvent aider à instaurer un climat à la fois apaisé et stimulant.

Enfin, la lutte contre la ségrégation sociale est plus que jamais à l'ordre du jour. Il est admis que la mixité ne lèse personne : elle améliore les performances des plus défavorisés sans diminuer (ou à peine) celles des bons élèves. Une vérité difficile à faire entendre dans une période où la peur de l'échec scolaire tétanise les classes moyennes et

aisées. Mais il n'y a pas, pour l'heure, de solution évidente au problème. Le rétablissement d'une carte scolaire rigide ne résoudrait en rien l'état actuel de la ségrégation spatiale. Toute action d'envergure est par ailleurs entravée par le fait que l'enseignement privé est exempté d'obligation de mixité. Une situation sur laquelle beaucoup jugent qu'il faut revenir, d'autant que

le secteur privé bénéficie de fonds publics ; mais cela risquerait de relancer la guerre scolaire. Une voie possible consisterait à différencier les dotations scolaires selon le profil des élèves. Un élève d'origine populaire « rapporterait » alors

d'avantage à l'établissement qu'un élève d'origine aisée, ce qui constituerait une incitation très directe à la mixité.

Les pistes sont donc nombreuses pour améliorer l'enseignement en France. Mais le principal obstacle vient sans doute de la difficulté à rompre avec une conception élitiste de l'école, où la lutte contre les inégalités compte moins que le souci d'offrir le meilleur aux meilleurs. Une vision de plus en plus contestée, mais toujours très puissante.

■ XAVIER MOLÉNAT

### La lutte contre les inégalités compte moins que le souci d'offrir le meilleur aux meilleurs

[1] Voir « Echec scolaire et inégalités : l'école française, un plutôt bon élève en Europe », Centre d'observation de la société, 4 septembre 2016.